

LA FORCE DE LA PAIX

ONUCI

Côte d'Ivoire

Volume 3 - N°007

Juillet 2011



Avançons sur la route de la paix

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION
« LA FORCE DE LA PAIX »

SUR LE SITE

www.onuci.org

ONU-Côte d'Ivoire : un partenariat renforcé

Le compagnonnage entre l'Opération des Nations Unies (ONUCI) en Côte d'Ivoire et le peuple que cette Mission est chargée de servir depuis sa création en 2004 a été prolongé d'un an.

En prenant cette décision le 27 juillet (voir le texte de la résolution), le Conseil de sécurité assigne pratiquement les mêmes tâches à l'ONUCI que lors de son mandat précédent : accompagner les Ivoiriens à sortir de la crise, notamment à travers un processus électoral et un scrutin irréprochables.

En vérité, l'élection présidentielle de novembre 2010 avait parachevé un processus que d'aucuns avaient considéré comme exemplaire. Jusqu'à ce que la crise consécutive à la contestation des résultats par l'une des deux parties menace de précipiter la Côte d'Ivoire au bord de la guerre civile. Le moment de frayer passé, grâce notamment à l'énergique intervention de la communauté internationale, qui a permis l'installation du président démocratiquement élu, une certitude s'impose : la sortie de crise va devoir encore passer par l'organisation d'une nouvelle consultation électorale. Il s'agira cette fois-ci de doter le pays de nouvelles institutions librement choisies par le peuple.

Le chemin devant mener au prochain scrutin reste toutefois parsemé d'em-

bûches. Les stigmates laissés par la dernière crise postélectorale sont encore visibles. Des armes continuent de circuler en grande quantité. Des menaces de déstabilisation du pays sont régulièrement proférées à l'intérieur du pays ou de l'étranger. Les rancœurs entre communautés ou entre bords politiques opposés restent encore tenaces.

Sur la question de la sécurité et plus particulièrement de la stabilité du pays, en adoptant la résolution 2000 (2011), la communauté internationale s'est vou- lue ferme. Les Quinze ont tout d'abord réaffirmé leur attachement à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité de la Côte d'Ivoire.

Ensuite, ils se sont félicités des progrès accomplis sur la voie du rétablissement de la stabilité et de la paix depuis la prise de fonctions du Président Alasane Dramane Ouattara, notamment, sa décision de la création de la Commission Dialogue, vérité et réconciliation.

Ce satisfecit ne va pas toutefois pas sans le rappel d'un principe cardinal. Pour le Conseil en effet, « le rétablissement complet de l'ordre constitutionnel en Côte d'Ivoire, la réconciliation nationale et la participation de tous à la gouvernance passent par la tenue d'élections législatives crédibles, libres et régulières. »

Un message clair et sans équivoque

qui ne saurait être interprété autrement que par le désir des partenaires de la Côte d'Ivoire de voir enfin s'instaurer une vraie démocratie.

A New York, où il était parti en juillet présenter le 28ème rapport du Secrétaire général de l'ONU sur l'ONUCI d'Ivoire, Y. J. Choi a cité parmi ses priorités, la restauration de l'Etat de droit, la réconciliation nationale, la préparation des élections législatives prévues avant la fin de l'année et le redressement économique.

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU a souligné que des défis restaient nombreux. Il a pu certainement s'en rendre compte de visu lors de sa récente visite, en compagnie du Ministre ivoirien de l'intérieur dans les zones sensibles du Grand Ouest.

D'autres illustres visiteurs tels que les membres de la Cinquième Commission, chargée des questions administratives et budgétaires de l'Assemblée générale de l'ONU ainsi que de nombreux diplomates étrangers, ont fait le même chemin pour s'imprégner des conditions humanitaires, sécuritaires et économiques de la Côte d'Ivoire. Ils sont tous repartis convaincus que les besoins étaient énormes.

Les Ivoiriens peuvent toutefois rester assurés d'une constante : au vu des nombreuses promesses d'aide, le soutien de l'ONUCI et de la communauté internationale ne leur fera pas défaut.

RESOLUTION 1820 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

Ensemble disons **NON!**
à l'impunité des auteurs d'actes de violences sexuelles



Avançons sur **la route de la paix**

CÔTE D'IVOIRE

Directeur de publication : **Hamadoun Touré**
Rédacteur en Chef : **Malick Faye**
Coordinatrice : **Rosamond Bakari**
Graphiste Designer : **Jean Brice N'doli**
Illustrations : **Serge Assain Aliké**
Crédits photos : **Basile Zoma**

Publié par le Bureau de l'Information publique - www.onuci.org
Copyright © « La Force de la Paix » 2011 • Tous droits réservés



Ensemble pour la PAIX

UN MOIS DE JUILLET AU PAS DE CHARGE POUR Y. J CHOI

Lors de sa présentation du 28ème rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la Côte d'Ivoire, le 18 juillet à New York, le Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a estimé qu'avec la fin de la crise postélectorale, le Gouvernement ivoirien et la communauté internationale concentrent leurs efforts sur quatre tâches principales. Y. J Choi de citer la restauration de l'Etat de droit, la réconciliation nationale, la préparation des élections législatives prévues avant la fin de l'année et le redressement économique.

On ne saurait évoquer la question de l'Etat de droit en faisant abstraction de la sécurité. De fait, la question sécuritaire a été une source de préoccupation majeure pour les Ivoiriens et leurs partenaires tels que l'ONUCI. La circulation incontrôlée des armes dont certaines ont été utilisées lors du conflit provoqué par la crise postélectorale est à l'origine de nombreux cas d'exactions, d'actes de banditisme et d'attaques contre les populations civiles. Même si les combats ont cessé depuis belle lurette, la tension politique persistante dans certaines zones telles que la région de l'Agnéby, ont fait craindre un moment des affrontements localisés.

Toutefois, sur l'ensemble du territoire national, l'Etat retrouve peu à peu ses attributs régaliens avec la réinstallation des cours et tribunaux et des principales institutions. Selon Y. J Choi, le retour progressif à la normale pourrait être renforcé suite à la nomination récente de la hiérarchie militaire. Pour rappel, un nouveau chef d'état-major des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) a été installé ainsi que les commandants des différents corps de l'Armée, de la Gendarmerie et de la Police. Les anciens COMZONES des ex-Forces Nouvelles (FN) sont en train d'être reversés dans les FRCI. En plus, on s'attend à ce que certains supplétifs, tels que les Dozos (chasseurs traditionnels), quittent les rangs de l'armée. Toutes choses qui vont concourir à mettre fin à l'utilisation de forces irrégulières pour assurer la sécurité et limiter les abus tant décriés par les populations.



YJ Choi et le Ministre de l'intérieur Hamed Bakayoko en tournée dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire © UN/ONUCI

L'ONUCI continuera, en ce qui la concerne, à participer à la sécurisation du territoire ivoirien. Le Représentant spécial a ainsi rappelé au Conseil de sécurité que la Mission a décidé d'établir huit camps militaires dans l'Ouest du pays pour davantage assurer la protection des populations et contribuer à la surveillance de la frontière ivoiro-libérienne. De même, pour renforcer la sécurité sur l'axe Côte d'Ivoire-Ghana, un autre camp verra le jour à Aboisso. En ce qui concerne la réconciliation nationale, l'on peut compter sur la culture politique ivoirienne faite de tolérance, de non-violence et de compromis, a déclaré M. Choi.

Il faut tout simplement ajouter que l'ONUCI, continue sa vigoureuse campagne de sensibilisation à la paix, à la réconciliation et à la cohésion sociale sur tout le territoire ivoirien. Les communautés villageoises et urbaines, les chefs coutumiers, les groupements socioprofessionnels, les piliers traditionnels, tels que les jeunes, les femmes, les hommes des médias, sont ciblés. Un événement culturel majeur dans la campagne de sensibilisation à la paix est le Festival des musiques pour la paix et la réconciliation dont le lancement a eu lieu le 30 juillet 2011 à Abobo (voir pages 6 et 7).

Pour ce qui est des élections législatives, les préparations ont commencé depuis fin juin. Le Chef de l'ONUCI a tenu à réitérer la disponibilité de la Mission et de la communauté internationale à apporter l'assistance requise à

la Commission électorale indépendante (CEI), en fonction des ressources et des mandats respectifs.

S'agissant du redressement économique, il est permis, de l'avis de M. Choi, d'être optimiste, si l'on se réfère aux atouts dont dispose le pays et à la volonté affichée de la communauté internationale, notamment des institutions de Bretton Woods, de coopérer avec le gouvernement Ouattara.

Avant son départ pour New York, Y. J. Choi, s'est rendu, le 1er juillet, en compagnie d'Hamed Bakayoko, Ministre d'Etat ivoirien, ministre de l'intérieur dans la région du Moyen-Cavally, une zone fortement ébranlée par la crise postélectorale et ses effets collatéraux. Les deux hommes ont appelé les populations à se réconcilier pour permettre à la région d'amorcer son développement.

Le 4 juillet, M. Choi a rendu visite à l'ancien président Gbagbo, assigné à résidence dans cette ville, située à 600 km au nord d'Abidjan. Cette visite, la deuxième depuis l'arrestation de M. Gbagbo par les forces loyales au président Alassane Ouattara, avait pour but de contribuer à assurer la sécurité de l'ancien Chef d'Etat et son traitement avec dignité.

En définitive, un mois de juillet très chargé pour le Représentant spécial.

Synthèse de Malick Faye

YJ CHOI ET ELLEN LOJ POUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ENTRE L'ONUCI ET LA MUNIL

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi et son homologue du Liberia, Ellen Margrethe Loj, étaient, le 7 juillet 2011, chez le Président ivoirien, Alassane Ouattara.

Parmi les sujets abordés par les deux chefs de mission avec le Président ivoirien, l'assistance des Nations Unies pour améliorer la sécurité à la frontière du Liberia et de la Côte d'Ivoire. Une urgence, au vu de la récente crise postélectorale qui a secoué la Côte d'Ivoire et dont les effets se sont fait sentir chez son voisin. Des milliers de réfugiés ivoiriens ont en effet franchi la frontière pour fuir les combats de mars et avril 2011, alors que de jeunes libériens qui ont pris part au conflit, en tant que mercenaires, se sont repliés dans leur pays d'origine après avoir semé la mort et la désolation sur leur passage. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui craignent des menaces de déstabilisation de la Côte d'Ivoire à partir du Liberia. D'anciens miliciens proches de l'ex-parti au pouvoir sont accusés par les nouvelles autorités d'Abidjan de vouloir lancer des attaques contre la Côte d'Ivoire. En raison de la situation politico-militaire à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria, une réunion tripartite entre les Nations Unies et les deux gouvernements est prévue pour discuter de cette question.

En visite à l'ONUCI, Mme Loj dans le cadre des relations intermissions, avait eu une séance de travail avec son homologue de Côte d'Ivoire, et les chefs de sections de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), au siège de la mission. Ensemble, ils ont aussi évoqué



Ellen LOJ en compagnie de Y.J. Choi à Abidjan © UN/ONUCI

les questions liées à l'assistance des Nations Unies aux deux pays, à la sécurité et aux réfugiés ivoiriens au Liberia.

Sur le premier point, Mme Loj a déclaré que la coopération entre l'ONUCI et la mission des Nations Unies au Libéria restait une nécessité. **« Le succès de cette assistance dépend du partage des informations entre nos deux missions »** a-t-elle souligné.

Sur la question de la sécurité à la frontière, le chef de la MINUL a indiqué qu'il était important que les deux missions travaillent ensemble. **« La frontière ivoiro-libérienne est longue de 700 km. Il est difficile d'y assurer pleinement la sécurité sans une coopération et une coordination des opérations »** a soutenu Mme Loj.

Evoquant le problème des réfugiés ivoiriens au Liberia, Margrethe Loj a affirmé qu'il existait deux types de réfugiés: ceux qui désirent revenir en Côte d'Ivoire mais qui ne le peuvent pas parce qu'ils n'auraient plus de maisons et ceux qui ont peur des représailles du fait de leur appartenance politique.

Selon le chef de la MINUL, le retour de ces réfugiés passe par le désarmement, la mise en place d'un commandement approprié des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire et la réhabilitation des habitations de certains réfugiés.

Mme Loj a enfin plaidé pour un redéploiement rapide des troupes onusiennes le long de la frontière et le renforcement de la coopération entre les forces de l'ONUCI et de la MINUL.

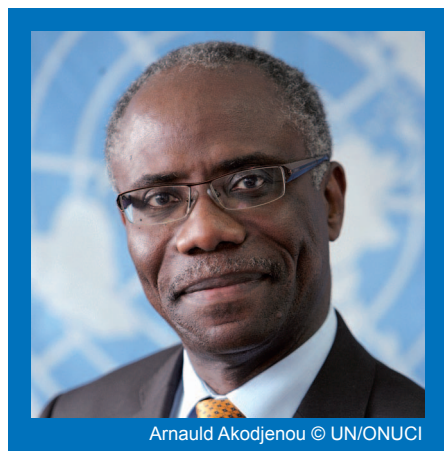
Juliette Amantchi

Arrivée du nouveau Représentant spécial adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Antoine Arnaud Akodjenou

Le nouveau Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies (RSASG) pour la Côte d'Ivoire, Antoine Arnaud Akodjenou du Bénin, nommé en mai 2011, a pris fonction le 25 juillet 2011 à Abidjan.

M. Akodjenou remplace Abou Moussa du Tchad, qui vient d'être nommé Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), basé à Libreville, au Gabon.

Le nouveau Représentant spécial adjoint de Ban Ki-Moon pour la Côte d'Ivoire a commencé sa carrière dans le système des Nations Unies (SNU) en 1986 à Djibouti. Il est entré au Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) en tant administrateur des Services sociaux. Il venait de passer quelques années à l'Association mondiale de prospective sociale (AMPS) / Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche, à Genève qui a pour vocation première la recherche en sciences politiques.



Antoine Arnaud Akodjenou © UN/ONUCI

Il a occupé au siège du HCR divers postes au sein du Bureau régional pour l'Afrique qui couvre la région des Grands Lacs, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Il a ensuite occupé les fonctions de Représentant du HCR au Mali et en Sierra Leone et celui de Coordonnateur

régional pour le Libéria et la Côte d'Ivoire, avec pour siège Accra, au Ghana. Il a ensuite été nommé Directeur de la Division des urgences et de la sécurité au siège du HCR à Genève, puis Directeur de la Division des opérations, avant d'être promu Inspecteur général en 2009.

M. Akodjenou est diplômé de l'Université du Bénin et de l'Institut des Relations Internationales de Yaoundé au Cameroun. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques obtenu à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève.

M. Akodjenou apporte à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), son expérience politique et ses vingt-cinq années d'action humanitaire au service du HCR.

Le nouveau Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire est né au Bénin en 1950. Il est marié et père de trois enfants.

Marie-Mactar Niang

VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE LA CINQUIÈME COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU EN CÔTE D'IVOIRE

Une délégation de la 5^e Commission chargée des questions administratives et budgétaires de l'Assemblée générale de l'ONU, notamment de la validation du budget des missions de maintien de paix, a effectué du 25 au 27 juillet 2011, une mission en Côte d'Ivoire.

A Abidjan, la délégation, conduite par George Orina a été reçue par le Président Alassane Ouattara, le Premier Ministre Guillaume Soro ; a rencontré les responsables d'institutions, les leaders de partis politiques ainsi que ceux de la Société civile.

A Bouaké, le comité a eu à apprécier les différents projets réalisés par la Mission, tant au interne qu'au niveau externe. Il a ainsi pu visiter le dépôt de carburant de la mission, le camp de transit, l'unité médicale de niveau et l'unité de production de l'eau du siège de l'ONUCI.

La délégation de la 5^e Commission s'est ensuite rendue dans l'Ouest du pays. A Duékoué, lors de la première, ses membres ont pu juger le travail de l'ONUCI et celui de l'ensemble des acteurs humanitaires présents sur le terrain. L'objectif principal dans cette région du pays était de s'imprégner des conditions humanitaires et sécuritaires des 12 500 personnes déplacées internes (PDI) résidant à la Mission catholique, suite aux combats qui se déroulent dans la ville à la fin du mois de mars 2011, en pleine crise postélectorale.

A ce propos, les questions liées à la délocalisation des personnes déplacées internes (PDI) de la Mission catholique vers d'autres sites d'accueil, ainsi que la sécurité, les conditions de retour des populations vers leurs villages et quartiers d'origine et le renforcement



Le chef de la délégation de la 5^{ème} commission (deuxième à partir de la gauche) au camp des déplacés de Duékoué © UN/ONUCI

de l'appui humanitaire aux PDI, ont été évoquées avec Firmin Yro, le porte-parole des déplacés de la Mission catholique et le père Vicente, Directeur de la Congrégation salésienne.

En réponse M. Orina a rassuré sur la disponibilité des Nations Unies à aider les PDI en leur apportant l'assistance nécessaire. Mais il a tenu à rappeler que la sécurité des populations de la région était du ressort des autorités ivoiriennes. Il a cependant précisé qu'en cas de demande du gouvernement, communauté internationale pouvait apporter son appui.

Le séjour à Duékoué a également été marqué par un briefing sur le rôle joué par le Bataillon marocain lors de la crise postélectorale notamment au niveau de la sécurisation des populations civiles lors des événements des 28 et 29 mars 2011 à Duékoué. « **Cette intervention a permis de sauver de nombreuses vies humaines** », a souligné M. Orina

A Issia, le Comité a pu suivre les travaux de l'un des six nouveaux camps militaires qui sont en train d'être construits

dans le Secteur Ouest de l'ONUCI. Un projet qui faut-il le rappeler vise à restaurer la sécurité dans cette zone du pays, conformément au mandat de la mission onusienne qui consiste en la protection des populations civiles. Des camps prévus pour être opérationnels début septembre.

La délégation a achevé sa mission par la ville de Daloa où elle a visité un projet financé à hauteur d'environ neuf millions par l'ONUCI, dans le cadre de ses projets à impact rapide (QIP), au bénéfice des étudiants de la résidence universitaire Kalilou. Il s'agit de la réhabilitation de l'air de jeu de cette résidence universitaire.

Au terme de sa visite, en Côte d'Ivoire, M. Orina a tenu à préciser « **L'ONUCI a un mandat financé par les Nations Unies. Nous sommes donc venus voir sur le terrain, la mise en œuvre de ce mandat. Et je peux vous dire que nous sommes satisfaits du travail accompli par la Mission et l'ensemble des acteurs humanitaires et nous les encourageons à continuer dans cette lancée.** »

Anicet Bekrou et Charles Dago Toutoupko

FRÉQUENCES ONUCI FM



ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1 • BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6 • DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ 91.1 • FERKESSEDOUGOU 104.4 • GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3 • MAN 95.3 • ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3 • SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 • TOULEPLEU 93.7 • YAMOUSSOUKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3

LANCEMENT DE LA CARAVANE DE LA RÉCONCILIATION DE L'ONUCI : **Abobo à l'honneur**

Les populations d'Abobo ont pris d'assaut le Rond Point de la commune le 30 juillet 2011, dans les premières heures de l'après-midi pour fêter la réconciliation. Abobo a en effet été choisi comme première étape du Festival des Musiques pour la Paix et la Réconciliation, initiée par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

Cette grande manifestation vise à promouvoir la paix et la réconciliation nationale par la musique. Le choix d'Abobo n'est pas fortuit. Surnommée commune martyre lors de la crise postélectorale, Abobo a en effet souffert le martyre. Les victimes dans ce faubourg d'Abidjan se comptent par dizaines lors des affrontements et tueries de la crise postélectorale. La paix revenue, rien de tel pour égayer les cœurs meurtris que la musique. Les Abobolais ont donc ont vibré et dansé gaïement aux sons et mélodies exécutés par des artistes talentueux, représentant pratiquement toutes les régions du pays, notamment Mawa Traoré, Yolande Tapé, Amani Djoni et Ahiwo Orchestra. Des prestations des enfants des Villages SOS appelant à la tolérance, au pardon et à la réconciliation ainsi que celles de l'Orchestre féminin Bella Mundo et les rythmes reggae très appréciés de l'artiste Spyrow, ont également comblé les attentes des nombreux spectateurs en liesse.

Le Festival des Musiques pour la Paix et la Réconciliation qui s'inscrit dans le cadre de la sensibilisation des populations à la cohésion sociale et à la réconciliation nationale, était présidée par la Ministre de l'Éducation Nationale, Kandia Camara et le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J Choi. De nombreuses personnalités issues de la Société Civile et les autorités administratives, traditionnelles et religieuses, y ont également pris part.

Dans son allocution de bienvenue, Kandia Camara, Ministre de l'Éducation nationale et par ailleurs adjointe au maire de la commune, a exprimé la profonde gratitude des autorités et des



La Ministre de l'Éducation Nationale Kandia Camara en compagnie de YJ Choi © UN/ONUCI



La population Abobolaise s'est déplacée massivement pour assister au festival © UN/ONUCI

populations d'Abobo à l'ONUCI et à son chef pour le soutien inestimable manifesté en leur endroit durant les heures chaudes de la crise postélectorale ainsi que pour le rôle crucial joué par la mission onusienne en vue de son dénouement heureux.

Prenant la parole, à son tour, Le Représentant Spécial, Y.J Choi s'est dit heureux de se retrouver à Abobo pour célébrer le retour de la paix et non pour répondre aux appels des populations en détresse, comme ce fut le cas au cours de la crise postélectorale : « **L'événement qui nous réunit aujourd'hui est un témoignage de solidarité et cette manifestation est placée sous le signe de la communion et de la paix reconquise** » a-t-il précisé, avant d'inviter à la tolérance et au dépassement de soi, conditions d'une réconciliation nationale véritable. « **La commune d'Abobo étant une Côte d'Ivoire en miniature,**

vous conviendrez avec moi, que ce pays sera ce que vous en ferez », a-t-il conclu devant une foule en délire. Au cours de la seconde étape de cette cérémonie, des messages de paix ont été délivrés par nos partenaires représentés par une dame, un homme et un jeune. Ils ont su traduire tout l'intérêt que ce festival revêtait à leurs yeux et se sont engagés à tourner définitivement la douloureuse page de la crise postélectorale, s'inscrivant ainsi, résolument sur la route de la paix. Les intervenants ont tous, par ailleurs, insisté sur la recherche de la paix, du pardon et de la réconciliation qui doivent, selon eux, guider leurs initiatives et actions afin de relever les nombreux défis restant à surmonter en vue d'une sortie de crise définitive et durable.

Après Abobo, la caravane sillonnera d'autres communes dont Yopougon, Abengourou, Issia et Man, dans les prochains mois.

Marie-Irène Richmond Ahoua

DE LA CARAVANE ARTISTIQUE AUX FESTIVALS DE MUSIQUE

Dans le processus de paix en Côte-d'Ivoire, l'ONUCI a mené des campagnes de sensibilisation pour un environnement électoral apaisé.

L'objectif était de garantir en Côte-d'Ivoire, des élections libres, justes, ouvertes et transparentes dans la cohésion sociale.

Parmi les activités réalisées, l'ONUCI a initié l'accompagnement du processus de paix à travers les artistes-musiciens, comédiens et ensembles chorégraphiques ivoiriens. C'est ainsi qu'une caravane artistique avec des prestations théâtrales, chorégraphiques et musicales, ponctuaient les Journées de l'ONUCI.

Suite à la grave crise post-électorale, et de l'effet observé à travers la communication culturelle, il est apparu impérieux d'intensifier l'apport des artistes qui, par

de cinq grands concerts de musique dénommées : Festivals des musiques pour la réconciliation. Les artistes-musiciens et/ou groupes d'artistes musi-

Chaque spectacle comporte également des humoristes, des leaders d'opinion et de la société civile qui donnent



Le public était au rendez-vous à Abobo © UN/ONUCI



La Diva Mawa Traoré et son orchestre au grand complet © UN/ONUCI

leurs textes, chants et mises en scène, véhiculent les valeurs de la tolérance, la concorde et la réconciliation.

Aujourd'hui, mise à part la caravane artistique, l'ONUCI propose l'organisation

de cinq grands concerts de musique dénommées : Festivals des musiques pour la réconciliation. Les artistes-musiciens qui animent ces festivals sont de grande notoriété. Et à chaque étape, d'origines ethniques et d'expressions linguistiques représentatives de la Côte-d'Ivoire pour refléter l'image de concorde, d'unité et de fraternité.

des messages de cohésion, sur une grande scène-chapiteau avec racks de lumières, conformément aux standards internationaux de grands concerts de musique.

Jean-Claude Tamo

ASSAINISSEMENT ET LUTTE CONTRE L'INSALUBRITÉ :

Trois villes de l'intérieur du pays reçoivent 30 millions de francs cfa de l'ONUCI

Les villes de Bouaké, Korhogo et Ferkessédougou affichent désormais fière allure grâce à l'action de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), qui a dégagé dans le mois de juillet 2011, plus de trente millions de francs CFA (65 000 dollars), pour appuyer les autorités gouvernementales dans l'assainissement et la lutte contre l'insalubrité.

L'opération financée dans le cadre des projets à impact rapide (QIP) de la

agents pré-collecteurs et collecteurs. A Korhogo, lors de la cérémonie de lancement, la Chargée des Affaires civiles de l'ONUCI, Ebah Kouakou Tanoh a justifié le contexte de cet appui comme une expression de la volonté de l'ONUCI, de contribuer à l'effort des autorités locales en vue d'éradiquer le phénomène de l'insalubrité urbaine et d'inculquer des valeurs de protection de l'environnement aux populations.

« L'ONUCI veut par cette opération,

buer à l'amélioration des conditions de vie des populations. Au nom de la population bénéficiaire, Mamadou Touré, 4ème adjoint au maire, a indiqué que le geste de l'ONUCI était un véritable soulagement pour les populations menacées par les nombreux tas d'immondices et décharges sauvages. Tout en souhaitant que cette opération ne soit pas la dernière intervention de l'ONUCI au profit de la municipalité, il a promis qu'elle sera exécutée avec succès.

A Ferkessédougou, le maire résidant, Aboubacar Coulibaly, a salué à sa juste valeur, cette opération qui venait combler un vide longtemps entretenu par l'avènement de la crise dans le pays.

« Depuis 2002, les services municipaux en charge de ce travail, faute de moyens matériels et financiers, assistaient impuissants à la prolifération des dépôts d'ordures dans les rues et quartiers de la ville. Cela favorisait malheureusement la recrudescence de maladies telles que le choléra, la fièvre typhoïde, la diarrhée et le paludisme. Le geste de l'ONUCI constitue pour nous et nos populations, un véritable soulagement », avait précisé l'autorité communale.

Quant au préfet du département, Vassiriki Traoré, il a appelé les services de la mairie et les populations, à s'approprier l'assainissement de la ville : **« Tout le monde est concerné par ce projet, car il est bienséant et vital de vivre dans un environnement sain. Au-delà de la somme dégagée, il s'agit pour vous, de vous impliquer afin de donner un sens au geste de l'ONUCI et la mairie doit sensibiliser les populations pour qu'elles assurent le relais de nos bienfaiteurs. »**

Il faut noter qu'après Korhogo, Bouaké et Ferkessédougou, la ville d'Agnibilekro bénéficiera, dans les prochains jours, de cette initiative de l'ONUCI.



L'ONUCI contribue à l'assainissement des villes ivoiriennes © UN/ONUCI

mission onusienne, comprendra entre autres prestations, la collecte et le ramassage des ordures ménagères dans les dépôts sauvages et les abris poubelles des quartiers, l'aménagement des décharges finales, le balayage des rues bitumées, le nettoyage des marchés et des places publiques, le curage des caniveaux, la sensibilisation des populations à l'hygiène publique et à la salubrité, ainsi que la location d'engins ; l'achat du matériel et la contribution à l'amélioration des revenus des

aider l'Etat à relever le défi de l'assainissement du cadre de vie des populations déjà meurtries par la crise », a estimé Mme Ebah Tanoh.

A Bouaké, le lancement de ce projet s'est fait en présence du représentant de l'ONUCI, Mohamed Eissa, de la Division des droits de l'Homme, qui a souligné que la Mission, à travers ce financement, entendait accompagner le programme du gouvernement en matière de salubrité urbaine pour contri-

Désiré Dago et Salvador

L'ONUCI POURSUIT LA COLLECTE D'ARMES ET LE DÉSARMEMENT DES GROUPES ARMÉS

La Division de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), en collaboration avec la Commission nationale des armes légères et de petit calibre et le Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaire (PNRCC), a poursuivi au cours du mois de juillet l'opération de collecte d'armes dans plusieurs localités de la Côte d'Ivoire.

Cette opération qui entre dans le cadre

Cette visite avait pour but de voir l'état d'avancement des travaux du site de stockage de ces armes et de ces munitions collectées.

A cette occasion Charles Frisby du Centre de coordination de lutte anti-mines avait déclaré que **« l'opération de stockage était une nécessité. Elle permettait d'éviter à la population des accidents »**.

Ester Bresnan du DDR, avait, pour sa part, indiqué que quoique les travaux

ce jour. La première a eu lieu à Abobo avec des éléments du commando invisible, la seconde au baron de Yopougon, suivie de celle de Duekoue et de tabou.

Il faut noter que l'opération de collecte des armes n'est possible que dans trois cas de figure. L'ONUCI agit quand elle est officiellement saisie par le gouvernement.

Dans le deuxième cas de figure, elle est approchée par des chefs de milices,



Armes de guerre collectées par l'ONUCI © UN/ONUCI

du désarmement des miliciens et des civils en armes a commencé depuis la fin de la crise. Elle s'est faite en deux phases. Au cours de la première phase des équipes de déminages se sont attelées à récolter des armes et les munitions laissées sur le champ de bataille à Abidjan. Elles ont ainsi ramassé toutes les armes et les munitions abandonnées à la Présidence, à la résidence présidentielle, autour de la Riviera, de l'Hôtel du golf et des différentes ambassades.

Ces munitions collectées ont été rassemblées sur des sites de stockage à la garde républicaine et au camp Akouédo. Ces sites ont été récemment visités par des équipes du DDR de l'ONUCI et du Bureau des Nations Unies pour les Services d'appui aux projets (UNOPS).

de construction et de réhabilitation des entrepôts se poursuivaient, les ivoiriens pourront vaquer à leurs occupations sans risquer de tomber sur des éclats d'obus ou des munitions abandonnées.

La seconde phase de cette opération de collectes d'armes et de munitions a consisté au désarmement des milices et des civils. Une équipe mobile du DDR a mené une campagne de sensibilisation pour inciter les miliciens et civils en possession d'armes à les rendre. Les miliciens et civils qui ont déposé leurs armes volontairement ont reçu une carte de désarmement et sont réintégrés par le PNRCC.

Plusieurs opérations de désarmement volontaire et d'enregistrement des combattants se sont ainsi déroulées à

des chefs de villages, des comités d'éveil ou par un groupe de miliciens, un groupe de patriotes, un groupe armé qui demandent à être désarmés et à être enregistrés dans la plus grande sécurité par une force impartiale.

Enfin dans le troisième cas de figure ce sont les populations, des membres de la société civile, des villageois qui préviennent l'ONUCI et qui sollicitent son appui pour désarmer les hommes en armes.

Toutefois il est nécessaire de signaler que l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire n'a pas besoin d'autorisation pour collecter les armes. Cela fait partie de son mandat.

Michel Man

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION A LA RÉCONCILIATION ET À LA PAIX, UN OBJECTIF : **Promouvoir le vivre ensemble**

« Il faut dépasser la douleur individuelle laissée par la crise en chacun, se serrer la main et dialoguer afin de savourer à nouveau les délices de la paix. » Cette joyeuse invite à la cohésion sociale, lancée récemment par Jean-Baptiste Louré Falle, sous-préfet de Lakota résume à elle seule, les objectifs de la campagne de sensibilisation à la paix, conduite par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), à travers tout le territoire national.

L'administrateur de Lakota s'exprimait durant la campagne organisée du 25 au 28 juillet 2011 pour promouvoir un environnement électoral apaisé, avec en ligne de mire, le scrutin législatif prévu avant la fin de l'année.

Ce forum itinérant s'est tenu dans quatre cantons de ce département du Sud-Bandama : Diéko, Goudouko, Déboua et Oparéko. Dans chaque lieu visité, il s'agissait, selon Joseph Wabatinga, Chargé du Bureau de l'Information publique de l'ONUCI à Divo, de faire **« une proposition de mécanisme de prévention et de gestion des conflits, à travers la mise en place des comités de paix incluant les représentations de toutes les couches sociales et les communautés. »**

Il faut dire que cette initiative a déjà été mise en œuvre avec succès, grâce à l'aide de l'ONUCI à Daloa, en 2010 dans les différentes résidences universitaires de la ville où régnait alors un climat de violence fortement préjudiciable aux études.

A Didiévi, à 70 km de Yamoussoukro, la campagne de sensibilisation organisée le 27 juillet 2011, cherchait à atteindre les mêmes objectifs. Il s'agissait toutefois d'utiliser le sport - le football en l'occurrence - comme moyen de promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation à l'intention des établissements secondaires.

Des activités similaires ont aussi été organisées à Didievi, Bondoukou, Divo et Daloa pour promouvoir le fair-play, le



La réconciliation une nécessité après la crise postélectorale © UN/ONUCI

dialogue et la tolérance. Le cible visée était toujours la même : la jeunesse. Cette couche de la population, comme on a pu l'observer, est souvent la proie des hommes et femmes politiques véreux qui n'hésitent pas à la manipuler pour promouvoir leur agenda souvent sans intérêt pour le pays, voire nocif pour la cohésion nationale.

D'autres piliers dans la campagne de sensibilisation menée par l'ONUCI n'ont pas été en reste. Ainsi, le 16 juillet dernier, des femmes de Yamoussoukro ont décidé, avec l'appui de la Mission, de créer une plate-forme d'échanges leur permettant d'être mieux prises en compte dans les instances de décision et de mener des activités de grande envergure en faveur de la paix, de la cohésion sociale et de la réconciliation.

A Duékoué, Après avoir souligné les impacts néfastes de la crise sur chaque composante de la population, les habitants du quartier Antenne, leurs leaders ainsi que les chefs traditionnels, ont lancé un appel pathétique aux participants à une rencontre d'échanges organisée par l'ONUCI pour leur demander de continuer de préserver la paix et la cohésion sociale dans ce département qui a subi de plein fouet les affres du conflit postélectoral.

Un peu partout, grâce à l'appui constant des autorités administratives ou coutumières, le Bureau de l'Information

publique (PIO) a mené des activités multiformes. **« Ses équipes, accompagnées des autres composantes de la Mission, ont mis en œuvre des initiatives de proximité pour solliciter l'adhésion et l'engagement des populations ivoiriennes à tourner la difficile page de la crise postélectorale »**, estime Cheikh Touré, Coordinateur des bureaux de terrain du Secteur Est. Il rappelle à cet effet que la campagne de proximité dénommée **« ONUCI Tour »** a fait des haltes dans plusieurs régions du pays. De Bouna à Korhogo en passant par Duékoué, Odienné, Séguéla, Daloa et Yamoussoukro, la Mission a ainsi pu faire connaître son mandat qui tourne autour de l'appui au processus de paix et inviter, par la même occasion, les populations au pardon, à la tolérance et à la réconciliation.

Pour les prochains mois et jusqu'à la tenue des élections législatives, l'ONUCI continuera de mener ses activités de sensibilisation en vue d'aider à l'organisation d'un scrutin apaisé.

Selon M. Touré, le Bureau de l'Information publique, conformément à son mandat, mettra à contribution, comme par le passé, tous ses partenaires pour diffuser des messages d'apaisement, afin de promouvoir ce qu'il appelle le **« désir de vivre ensemble »**, nécessaire à une sortie de crise durable.

Malick Faye

GROUPE DE TRAVAIL PAIX ET COHÉSION SOCIALE DU SECTEUR OUEST DE L'ONUCI :

Sensibiliser pour des élections apaisées

Dans la cadre de la redynamisation des activités de sensibilisation, les différentes Sections du Bureau de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) à Daloa, viennent, à l'image du quartier général à Abidjan, de se doter d'un instrument en vue de fédérer leurs énergies. Ce nouvel outil est dénommé « **Groupe de travail paix et cohésion sociale** ». L'un de ses initiateurs, Abdourahamane Ganda, de la Section des Affaires civiles de l'ONUCI nous en parle.

La Force de la Paix : Vous venez de mettre sur pied au niveau du Secteur Ouest, un outil de travail dénommé « Groupe de travail paix et cohésion sociale ». Quelles sont les sections de l'ONUCI qui y participent ?

Abdourahamane Ganda : Ce groupe comprend les sections suivantes : le Bureau de l'Information (PIO), la Division des Droits de l'Homme (DDH), la Section Etat de droit, la Coordination des activités civilo-militaires (CIM-COORD), la Police des Nations Unies (UNPOL) et la Division de l'Assistance électorale (DAE).

LFDP : Quels sont les objectifs assignés à ce groupe de travail et quels sont les moyens dont vous disposez pour les atteindre ?

AG : Il s'agit de, créer une base de données de la situation de conflit à l'ouest de la Côte d'Ivoire pour faciliter la compréhension de la situation. Cette base de donnée doit pouvoir décrire le lieu, la date, la typologie du conflit, les acteurs et les actions entreprises dans le cadre de sa résolution.

Parlant de moyens dont nous disposons pour atteindre nos objectifs, je préfère plutôt parler de mécanismes que nous utilisons. Nous appuyons par exemple les comités de veille mis en place par les autorités locales. Ce soutien est soit logistique, soit technique. En termes d'appui logistique, nous mettons à leurs dispositions des moyens de transport



Les membres du groupe de travail paix et cohésion sociale en réunion à Daloa © UN/ONUCI

et des équipements de sonorisation. L'appui technique se traduit par les formations et des séances de conseil que nous initions à l'intention des membres de ces comités.

En interne avec le Bureau de l'Information Publique, nous organisons des forums de sensibilisation tels que ONUCI Tour, les Journées de l'ONUCI (JDO) et des séances d'écoute populaire qui nous permettent de diagnostiquer le problème spécifique de chaque groupe ou localité ciblée, nous utilisons aussi les Projets à impact rapide (QIP) là où cela est vraiment nécessaire.

LFDP : Depuis la création de cet outil, quelles sont les activités que vous avez menées sur le terrain ?

AG : Nous avons menés plusieurs séances d'écoute, notamment à Kouetinfla, dans le département de Sinfra, qui a été suivie par une cérémonie de réconciliation entre communautés. Cette initiative a permis aux populations déplacées de regagner leurs villages. Nous avons aussi organisé un séminaire de renforcement des capacités à l'intention des membres du comité de veille du département de Daloa pour leur inculquer des notions de gestion et de règlement des conflits.

LFDP : Que prévoyez-vous prochainement ?

AG : Nous avons déjà été sollicités par la Fédération des associations de femmes de Daloa pour aller dans six villages sensibiliser sur la cohésion sociale. En plus, nous prévoyons pour

très bientôt, une sensibilisation ciblant les éléments des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), au 2ème bataillon de Daloa, une formation sur les droits de l'homme, la culture de la paix et la gestion pacifique des conflits. Egalement au programme, une formation à l'intention des membres des forums des partis politiques et l'organisation d'une caravane de la paix à Daloa.

LFDP : Dans votre travail sur le terrain, les autorités locales sont vos principaux partenaires. Comment se passe cette coopération ?

AG : Je ne souhaiterais pas réveiller les vieux démons mais, actuellement nous avons de bons rapports les autorités préfectorales. Nous avons pu regagner leur confiance et elles nous sollicitent fréquemment. Et c'est là où réside notre inquiétude. Parce que nous avons l'impression d'avoir suscité un espoir qui va au delà de nos capacités. Mais nous leur faisons savoir, au besoin, que nos moyens sont limités et elles se montrent compréhensives.

LFDP : Dans la perspective des élections législatives, quelles sont les actions que vous comptez mener afin que ce scrutin soit effectivement apaisé ?

AG : Nous allons élaborer un programme spécial d'action qui va démarquer début octobre en vue de sensibiliser pour une campagne électorale apaisée et une acceptation pacifique des résultats.

Propos recueillis par Anicet Bekrou.

PORTRAIT :

Le père Groupelli Vicente Lorenzo, un ecclésiastique au service de la cause humanitaire

« **Duékoué mérite de retrouver sa vitalité, sa multi-culturalité et son dynamisme de ville d'accueil.** » C'est le vœu le plus cher au père Groupelli Vicente Lorenzo, Directeur du centre de la communauté salésienne Don Bosco de la Mission catholique de Duékoué, site qui a accueilli les trois principales vagues de personnes déplacées internes de décembre 2010, janvier et mars 2011.

Ce natif de Guadalajara en Espagne, âgé de 58 ans, qui a mis pour la première fois les pieds en Afrique en 1973 « pour ne plus en repartir », se plait-il à rappeler, se souvient de son premier contact avec la ville du Guémon en septembre 2009. « **C'est une ville multiculturelle, dynamique, avec un beau paysage, qui m'épanouit, soutient-il. On y dort bien, car la fraîcheur s'installe dès la tombée de la nuit. Malheureusement, la crise a causé d'importants dégâts humains, matériels et réveillé des plaies vieilles de plusieurs années.** »

La crise postélectorale, le père Vicente l'évoque avec un déchirement au cœur. « **Comment des êtres humains qui se connaissaient, qui vivaient ensemble en sont arrivés à de telles extrémités ? Des maisons ont été incendiées, des personnes tuées, des biens publics et privés ont été détruits. Une véritable folie meurtrière s'est emparée de la ville. Pourquoi ?** », s'interroge-t-il. Face à la détresse des populations, la Mission catholique a donné refuge à de nombreux enfants, jeunes, femmes et vieillards. Mais, selon le père Vicente, son institution n'aurait pas pu gérer cet afflux de personnes sans le soutien déterminé des soldats du bataillon marocain de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (MORBATT), des Agences du Système des Nations Unies (SNU) ainsi que des ONG nationales et internationales. Il se veut plus précis dans ses propos : « **Je suis très content des militaires de l'ONUCI. Ils ont arrivés à un moment très délicat. Ils ont permis que la Mission catho-**



Le père Lorenzo © UN/ONUCI

lique soit un endroit sécurisé. Ils faisaient venir des villages et campements des personnes en détresse, parfois au risque de leurs vies. » Une anecdote lui vient à l'esprit : « **Je revois des personnes qui, dans un passé récent, vilipendaient la Mission des Nations Unies me dire maintenant : « Mon père, faites tout, pour que l'ONUCI ne parte plus.** »

Aujourd'hui encore, le MORBATT continue d'assurer la sécurité de la Mission et du nouveau site annexe de relocalisation de Nahibly, à la sortie de la ville, sur la route de Guiglo. « **Les soldats du MORBATT prodiguent des soins, distribuent de la nourriture, des couvertures et apportent une assistance psychologique.** », dit-il. A la simple évocation du père Vicente, les avis sont unanimes. « **C'est quelqu'un de rigoureux, qui nous a toujours appuyés dans notre mission** », souligne Franck Dakoury, assistant de gestion au camp de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Pour sa part, Honorine Kéi, déplacée, lance tout de go : « **le père Vicente et la Mission catholique nous ont sauvé la vie.** »

De plus de 30 000 au plus fort de la crise, le nombre des personnes déplacées de la Mission catholique est estimé aujourd'hui à 12.500. Et leur départ est de plus en plus à l'ordre du jour... Mais pour le père Vicente, il faudrait que des conditions minimales soient réunies pour que ces populations qui, quoique

vivant dans la précarité dans les camps de déplacés, puissent regagner leurs villages d'origine. Et il n'a manqué de le dire au Coordonnateur humanitaire de l'ONU, Ndolamb Ngokwey, qui a effectué récemment des visites dans la région, en compagnie de ministres du gouvernement ivoirien : « **Il faut réhabiliter les habitations des PDI dans leurs villages et campements d'origine. Mais tout cela doit se faire dans un environnement sécurisé pour rassurer les populations** », estime le père Vicente.

Malgré tous les dégâts causés par la crise postélectorale, le père Vicente croit à la réconciliation des populations autochtones, allogènes et allochtones de Duékoué. « **Je demande à l'ONUCI et aux agences de poursuivre leurs différentes activités de renforcement de la cohésion sociale pour que les populations réapprennent à cohabiter pacifiquement. Par ailleurs, le gouvernement devra trouver des réponses au problème foncier. J'invite enfin les populations elles-mêmes à retrouver les valeurs de tolérance, d'hospitalité et de respect de la différence qui les ont caractérisées par le passé.** »

En attendant, le père Vicente continue de silloner les allées entre les tentes dressées dans la cour de la Mission catholique, en faisant un geste d'affection aux personnes déplacées ou en apportant son appui aux acteurs humanitaires.

Charles Dago Toutoupko